



Prénom:

Nom:

classe: 6 E

Cours d'économie générale - macroéconomie (Mme Grillo)

Année scolaire : 2016-2017

Table des matières :

Remarque: Le présent fascicule s'utilise en complément du manuel Economie proposé au prêt du livre de l'école.

Réf. biblio: Saraf, J & al., Economie, Term STG, Coll. Equilibre, Ed Nathan technique, Paris, 2013

Introduction : la macroéconomie	3
Définition et objets d'analyse	3
Chapitre 1 : La monnaie	4
1.1. La création de monnaie	4
1.1.1 La monnaie et ses fonctions	4
1.1.2 Histoire et formes de la monnaie	5
1.1.3 La création monétaire et l'évolution de la masse monétaire	5
1.2. La valeur de la monnaie et l'inflation	8
1.3. Le système international de change dans son cadre historique	10
1.3.1 Des accords de Bretton woods aux changes flottants	10
1.3.2 L'union économique et monétaire (UEM)	11
1.3.3 Politique monétaire	12
1.4. La politique monétaire européenne	13
Chapitre 2 : L'échange international	15
2.1. La division internationale du travail	15
2.1.1: La nature des échanges internationaux	15
2.1.2: L'organisation et l'évolution des échanges internationaux	16
2.1.3 Quelles sont les raisons des échanges internationaux ?	20
2.1.4 L'impératif de spécialisation	20
2.2. La balance des paiements	22
2.2.1 Les transactions internationales	22
2.2.2 La balance des paiements	23
Chapitre 3 : La comptabilité nationale	25
3.1. Objet et finalité	25
3.2. Les indicateurs de mesure de l'économie	25
Chapitre 4 : Les variations de l'activité économique	29
4.1. Les mouvements économiques à court et à long terme	29
4.2. La croissance économique	31
Chapitre 5 : Les systèmes économiques	32
5.1. Formes et évolution	32
Chapitre 6 : La politique économique	33
6.1. Les agents	33
6.2. Les objectifs de politique économique	34
6.3. Les instruments et les stratégies	36
Bibliographie	41

Compétences et objectifs spécifiques au cours d'économie générale :

- Maîtriser le vocabulaire de base de l'économie générale.
- Accéder à une compréhension suffisante du fonctionnement économique général.
- Tirer un meilleur parti de l'information économique.
- Se préparer à agir en adulte responsable (consommateur, producteur, mais aussi citoyen).
- Argumenter en matière économique.
- Appliquer les concepts économiques à des situations-problèmes.
- Expliquer et utiliser les principaux outils qui sont à la disposition des économistes.
- Porter un jugement sur les postulats de base, sur les fondements de notre système économique.
- Former à l'autonomie responsable.

Compétences retenues en sciences économiques sont les suivantes :

- C1. Maîtriser les acquis théoriques de base
- C2. Recueillir et traiter des informations en fonction d'une recherche
- C3. Analyser des informations
- C4. Synthétiser des informations
- C5. Appliquer des concepts, des modèles, des procédures (appris)
- C6. Résoudre les problèmes par application des savoirs, concepts et procédures appris
- C7. Résoudre des problèmes pour lesquels des savoirs, concepts et procédures supplémentaires doivent être élaborés
- C8. Appréhender la multiplicité des théories relatives à une même problématique

Evaluations

Ce syllabus constitue un support d'étude non exhaustif, il **doit être complété des notes personnelles des élèves et par l'utilisation du manuel**. Les évaluations écrites et orales porteront sur le contenu du syllabus et du manuel, l'exposé oral de la matière par le professeur, les devoirs, les travaux de recherche et les notes prises par les élèves. La matière vue au fur et à mesure des cours donnés est considérée comme acquise, elle est donc à revoir régulièrement.

La table des matières constitue un outil d'étude car elle reprend le plan du cours et permet d'avoir une vision structurée de l'ensemble du cours.

En cas d'absence du professeur lorsqu'une évaluation (devoir ou IE) est prévue, celle-ci est automatiquement reportée à l'heure de cours suivante, même si cette heure était dédiée à une autre branche de l'économie.

L'élève absent lors d'une interrogation écrite devra se présenter spontanément, prêt à la repasser, auprès du professeur au cours suivant, après le lendemain de son retour.

Sauf autorisation particulière, tout devoir doit être remis à la date convenue. Un devoir remis avec un jour ouvrable de retard sera pénalisé de 50% des points, au-delà de ce délai, il sera annulé.

Introduction : la macroéconomie

Définition et objets d'analyse

- Qu'est-ce que la macroéconomie?

La macroéconomie **est l'étude des relations entre les agrégats écon.**; elle cherche à expliciter ces relations et à prédire leur évolution face à une modification des conditions, qu'il s'agisse d'un événement particulier ou d'une politique économique délibérée. Contrairement à la microéconomie, qui favorise les raisonnements en équilibre partiel, la macroéconomie se place toujours dans une perspective d'équilibre général.

- Que sont les agrégats?

Les agrégats **sont les grandeurs économiques qui rassemblent et résument les résultats de l'activité économique nationale.**

Ex: la production, l'emploi, l'épargne, le revenu, l'investissement, la consommation, le taux de chômage, l'inflation etc.

- Quelle est l'utilité de la macroéconomie ?

Elle sert **d'outil d'analyse et de prévision des résultats des politiques économiques** employés par la plupart des gouvernements, institutions statistiques, organisations internationales (OCDE) et certains acteurs privés voulant disposer de leurs propres prévisions quant à la conjoncture.

Quelques courants de la macroéconomie:

Il existe de nombreuses écoles et courants de pensée séparés par de profonds fossés touchant à leur conception méthodologique et à leurs préconisations en matière de politiques économiques. Retenons pour les principaux courants :

- Le **courant keynésien** qui préconise l'intervention de **l'État** sur l'économie afin de sortir des situations d'équilibre de sous-emploi en agissant sur le niveau de la demande effective.
- Le **courant monétariste** qui considère que pour agir sur les phénomènes monétaires (combattre l'inflation ou la déflation, par exemple, ou traiter des problèmes de taux de change), il faut agir sur **la monnaie** (par le pilotage des taux d'intérêts, ou la régulation des émissions monétaires) et non pas sur l'économie réelle via la demande effective comme le préconise le keynésianisme. Inversement, ils affirment qu'il est inutile de chercher à résoudre des problèmes de chômage ou d'investissement par une politique monétaire. Ils sont de ce fait à l'origine de l'indépendance des banques centrales.
- Le **courant néoclassique** qui privilégie les analyses au niveau **non agrégé** et préconise généralement la stabilité budgétaire.
- Le **courant du marxisme économique**, inspiré des théories de Karl Marx.

Chapitre 1 : La monnaie

1.1 La création de monnaie

1.1.1 La monnaie et ses fonctions

📖 MANUEL PAGES 9-13 + LEXIQUE P. 201-204

Exploitation orale des questions 1 à 18 : entraînement à la prise de notes!

A l'issue de ces exercices, réalise une synthèse

Définition:

Les 3 fonctions de la monnaie:

-

-

-

Les caractéristiques que doit présenter une monnaie

1.1.2 Histoire et formes de la monnaie

📖 MANUEL PAGES 14-22 + LEXIQUE P. 201-204

Exploitation orale des questions 19-38 + Activités p.18-19 + référence à la visite du musée de la BNB

Les formes anciennes de monnaie sont:

Les formes actuelles sont :

NB: valeur faciale >< valeur intrinsèque

1.1.3 La création monétaire et l'évolution de la masse monétaire

📖 MANUEL PAGES 23-36 + LEXIQUE P. 201-204

Exploitation orale des questions 1,4,6,8,14 + Activités p.32

Qu'est-ce que la **masse monétaire** ?

La masse monétaire est composée aujourd'hui de pièces, de billets et, dans une proportion croissante, de dépôts à vue auprès des banques commerciales.

Mais d'autres avoirs des entreprises et des particuliers auprès des banques commerciales, comme les **dépôts d'épargne**, peuvent être convertis assez rapidement et sans grands frais en moyens de paiement (on dit qu'ils sont **liquides**). C'est pourquoi on définit aussi des « masses monétaires » plus larges.

Masse monétaire dans la zone euro, décembre 2013	(en milliards d'euros)
M1= Pièces et billets (monnaie fiduciaire)+Dépôts à vue (monnaie scripturale)	soit 5.396
M2 = M1 + Dépôts d'épargne et autres dépôts à court terme	soit 9.207
M3 = M2 + titres à court terme	soit 9.831

NB: M3 est l'agrégat monétaire le plus approprié pour servir de guide dans la conduite de la politique monétaire

Comment crée-t-on de la monnaie?

A - L'émission de monnaie fiduciaire

Cf: documentation de la Banque centrale européenne

→ Les banques centrales de la zone euro émettent des pièces et des billets

B - L'émission de monnaie scripturale

→ Le système bancaire dans son ensemble est créateur de monnaie. Comment?

a) Observons le mécanisme du « multiplicateur des dépôts »

Si nous confions nos économies à la banque pour une durée déterminée, la banque, en toute logique, peut prêter cette somme à quelqu'un d'autre pour une durée inférieure. Elle doit néanmoins conserver une certaine encaisse en réserve pour le cas où nous souhaiterions récupérer notre argent ou pour le cas où les emprunteurs ne remboursent pas leur crédit. À grande échelle, cette banque va utiliser les dépôts des agents épargnants pour octroyer des crédits à des agents ayant besoin de financement. Les dépôts se faisant continuellement, le stock de réserve de la banque ne descend jamais sous un certain seuil. Ce seuil est appelé « **coefficient de liquidité** ou **de réserve** », c'est la proportion que la banque doit respecter entre les crédits qu'elle octroie et les dépôts qu'elle reçoit.

C'est donc en faisant du crédit que les banques créent de la monnaie.

La banque centrale prête aux banques commerciales, en fonction notamment de la demande de billets, et celles-ci prêtent à leur clientèle. Cette clientèle redépose en banques une partie de l'argent emprunté: **ces dépôts qui peuvent être utilisés pour de nouveaux crédits.**

Cet effet multiplicateur est à la base de la création de monnaie par les banques. Le rapport entre la masse monétaire finale et la masse monétaire initiale est appelé multiplicateur monétaire.

NB: rappel du cours d'économie financière de 5ème (chapitre : Le rôle de la banque).

 Application

On dépose 1000€ à la banque. Si elle doit garder un taux de réserve de 20%, elle doit garder€ pour couvrir le dépôt et peut alors prêter€ sans risque. 1000€ de monnaie fiduciaire a donc créé 1800€ de monnaie Les€ prêtés vont servir de paiement à des consommations et vont tôt ou tard être redéposés dans une banque. Cette banque va utiliser ce montant déposé pour prêter à concurrence de € soit % de ce dernier dépôt. Et ainsi de suite.

Construisons à présent le tableau du multiplicateur des dépôts.

Situation initiale : **quantité de monnaie au départ** : $Y = \dots\dots\dots$ €

Coefficient de liquidité ou taux de réserve = $\dots\dots\dots\%$

NB : On suppose que les gens ne gardent pas de liquidité dans un coffre ou sous leur matelas !

Soit X la part d'un dépôt octroyée en crédit : $X = \dots\dots\dots\%$

Quantité de monnaie en circulation = Q

étapes	Dépôt en compte	Encaisse minimale de réserve 20% (soit 1/5)	Octroi de crédit Les 80% restants (soit 4/5) Soit X
1	1000 (=Y)
2			
3			
4			
...			
total			

La formule que l'on retrouve ici est $Q = Y / (1 - X)$

On avait 1000 € au départ. Quel est le montant total de monnaie en circulation selon ces opérations?

Le multiplicateur des dépôts M_d est le coefficient par lequel un dépôt initial est multiplié pour obtenir le dépôt final correspondant

$M_d = 1/$ taux de réserve soit dans notre exemple $M_d =$

Et le bilan simplifié du système bancaire devient donc :

actif	passif
Caisse	Dépôts
Prêts	

Le système bancaire a donc créé de la monnaie. $\dots\dots\dots$ € de monnaie fiduciaire ont donné lieu à $\dots\dots\dots$ € de monnaie $\dots\dots\dots$

Le processus de création de monnaie scripturale n'est cependant pas illimitée, c'est, notamment, la Banque centrale qui y pose des limites. Le coefficient de réserve obligatoire impose aux banques de second rang à chaque fois qu'elles accordent un crédit de constituer des réserves en monnaie. **La Banque centrale peut donc contrôler indirectement la création monétaire en modulant ce taux de réserve obligatoire.**

b) Le réescompte

La banque centrale crée aussi de la monnaie scripturale au profit des banques lorsqu'elle leur achète des créances qu'elles détiennent. Il s'agit de créances sur des particuliers, des entreprises ou encore sur le Trésor public.

1.2. La valeur de la monnaie et l'inflation

 MANUEL PAGES 170-175 + LEXIQUE P. 201-204

Exploitation orale des questions 1,2,3,4,6,7,10,11,12,13,17,18,19 + Activités p.178-179

 synthèse: Inflation

Définition de l'inflation

La mesure de l'inflation

Causes de l'inflation

Conséquences de l'inflation

Les économistes n'ont pas tous la même vision des relations entre l'inflation, la masse monétaire et l'activité économiques. Différentes théories s'opposent ou se complètent. En voici une bref échantillon.

A - La théorie quantitative

L'approche classique

Les travaux de Ricardo et Say (*les classiques*) sont à la base de la théorie quantitative de la monnaie qui a été reprise par Irving Fisher (1911) par la suite. La masse monétaire ne doit pas augmenter plus vite que le taux de croissance du PIB. Cette théorie relie l'augmentation des prix (inflation) à l'accroissement des moyens de paiement en circulation (masse monétaire).

Le monétarisme de Milton Friedman

Les monétaristes critiquent les interventions de l'Etat en matière monétaire, pour eux, la masse monétaire n'influence pas l'activité économique réelle. Le Monétarisme de Friedman prône le contrôle de la masse monétaire pour lutter contre l'inflation.

B - La théorie keynésienne

Pour Keynes, une augmentation de la masse monétaire ne conduit pas nécessairement à la hausse des prix. Si les machines peuvent produire davantage sans augmentation excessive des coûts ou si les stocks des entreprises sont importants, un accroissement de la quantité de monnaie permet des achats supplémentaires puisque les entreprises arrivent à satisfaire cette nouvelle demande. Dans ces conditions, une augmentation de la masse monétaire peut conduire à la croissance économique.

 synthèse: L'indice des prix à la consommation (IPC)

Qu'est-ce que c'est?

Quelle est son utilité?

Est-il immuable?

Pour des raisons politiques ou budgétaires, le gouvernement modifie parfois le contenu de l'index. Il est conseillé par la Commission de l'Indice qui réunit des personnes compétentes pour examiner et se prononcer sur tous les problèmes relatifs à l'index. Pour un complément d'information:

<http://www.oivo-crioc.org>, <http://mineco.fgov.be>

☺☹Débat sur l'indexation et la compétitivité

1.3 Le système international de change dans son cadre historique

1.3.1 Des accords de Bretton woods aux changes flottants

Sur base d'une recherche personnelle sur le thème du "système monétaire international" et en vue d'un exposé:

1. pouvoir expliquer les notions suivantes: le FMI, la parité du pouvoir d'achat, système de changes fixes, système de changes flottants, déficit extérieur, excédent extérieur, le cours d'une monnaie, une devise, dévaluation de la monnaie
2. situer dans le temps (dates) chaque élément ci-dessous et pouvoir explique brièvement de quoi il s'agit
 - la date de fin de la convertibilité du dollars en or
 - la date de l'AG du FMI à Kingston
 - la date des accords de Bretton Woods et naissance du FMI
 - la période des changes fixes
 - la période des changes flottants
 - La recommandation de Tobin (taxe Tobin)
 - serpent monétaire européen
 - système monétaire européen
 - union économique et monétaire (UE)

 Ces affirmations sont-elles justes ou erronées ? Indiquez VRAI ou FAUX, justifiez quand c'est FAUX

- (1) Le passage du système de parité fixe au système de taux de change flottants de 1971 s'accompagne de la fin de l'inconvertibilité du dollar en or.
- (2) La décision de Nixon en 1971 fut motivée par l'excellente santé de l'économie américaine qui attirait alors abondamment les investissements européens.
- (3) Le principe du serpent monétaire européen garantissait une certaine stabilité entre les cours des devises européennes et du dollar en imposant des limites aux marges de fluctuation.
- (4) Lorsqu'un pays connaît un déficit commercial, une solution est de dévaluer sa monnaie afin de relancer ses importations.
- (5) Dans un système de changes à parité fixe, le cours des monnaies est déterminé par la loi de l'offre et de la demande.
- (6) Les chocs pétroliers permettent de stabiliser les cours des monnaies.
- (7) La stabilité du dollar dans les années '70 sera l'une des motivations de créer le Système Monétaire Européen.
- (8) Une diminution des taux d'intérêts permet d'attirer des capitaux étrangers.

1.3.2 L'union économique et monétaire (UEM)

 MANUEL PAGES 84-85

 Sur base du doc 6 p84, réalise une ligne du temps qui synthétise les étapes décisives de l'UEM

- 1990
- 1991
- 1992
- 1993
- 1994
- 1995
- 1996
- 1997
- 1998
- 1999
- 2000
- 2001
- 2002
- 2003

 Sur base du doc 7 p84, oppose dans un tableau les avantages et les inconvénients de la mise en place de l'euro

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

 Synthèse: les critères de convergence de la zones euro définis à Maastricht en 1992

.....

.....

.....

.....

.....

1.3.3 Politique monétaire

« Une politique monétaire doit se fixer des objectifs intermédiaires, pour la gestion du niveau de la masse monétaire et le contrôle des taux d'intérêt. Elle établit également les objectifs de change. [...] Si la banque centrale souhaite limiter le recours au crédit, elle durcira les contraintes imposées aux banques et, par différents moyens, restreindra leur accès aux liquidités. A l'inverse, elle atténuera les contraintes si elle souhaite inciter les banques à multiplier les crédits. Pour stimuler ou freiner la croissance [à court terme], les autorités monétaires ont également la possibilité de jouer sur les taux d'intérêt. Des taux faibles facilitent l'accès au crédit et incitent à l'investissement et à la consommation. Des taux élevés limitent l'accès au crédit, favorisent l'épargne et évitent les tensions inflationnistes. Une politique monétaire peut aussi être menée dans l'objectif de maîtriser le niveau du taux de change de la monnaie nationale. Le gouvernement cherche alors à faire apprécier la monnaie à l'aide d'une politique monétaire restrictive dont le but est de faire baisser les prix des importations et donc de réduire l'inflation. Au contraire, une politique monétaire expansionniste peut viser la dépréciation de la monnaie dans l'objectif d'encourager les exportations. » (Source: manuel d'économie, Cotta, 2000, p357)

 souligne dans le texte les réponses aux questions suivantes

- Quels sont les instruments de la politique monétaire?
- Quel est l'impact d'une politique restrictive sur les agrégats?
- Quel est l'intérêt d'adopter une politique monétaire restrictive / expansionniste?

 Texte lacunaire à compléter

Plus une devise est demandée, plus son taux de par rapport aux autres monnaies Une devise est davantage demandée qu'offerte sur le des changes lorsque le pays émetteur de cette devise connaît des commerciaux, puisque les exportateurs désirent recevoir leur propre monnaie. À l'inverse, un pays dont la balance commerciale est voit sa monnaie davantage offerte (par les qui cherchent des devises) que demandée. Des facteurs autres que commerciaux interviennent toutefois pour entraîner les des monnaies. Le dollar, l'euro et le yen sont aujourd'hui des monnaies qui «flottent», c'est-à-dire que leursde change (entre elles ou avec les autres) varient constamment. En réalité, il n'existe pas de système de flottement « pur » des monnaies dans la mesure où les centrales interviennent toujours, peu ou prou, sur ledes afin d'éviter de trop fortes fluctuations de leur monnaie. La distinction entre changes et changes flexibles permet de comprendre la différence entre (ou réévaluation) et dépréciation (ou appréciation). C'est dans un système de changes flexibles qu'une monnaie se, lorsqu'elle perd de la valeur par rapport à d'autres devises sur le marché des changes. Cela peut être un processus très lent, à la différence d'une, qui est une décision prise à un instant donné par les autorités monétaires, laquelle consiste à la valeur de la monnaie par rapport à un de référence.

 p 71 q13: objectifs du protectionnisme

 p 74 DOC11: pouvoir définir et distinguer les notions suivantes:

- zone de libre échange
- union douanière
- marché commun
- union économique
- union économique et monétaire

 p 75 DOC13: compare le degré d'intégration régionale de l'ALENA à celui de l'UE.

 p 76: activités (exploitation orale)

2.1.3. Quelles sont les raisons des échanges internationaux ?

Le développement des relations extérieures provient de **trois causes majeures** :

- Les mobiles géographiques

L'inégale répartition des ressources naturelles (climat, gisements, énergie, ...) et humaines (démographie, ...)

- Les mobiles historiques

-

-

-

-

-

Une part importante des relations internationales résulte du degré

- Les mobiles économiques

L'essor du commerce international est le résultat de l'évolution structurelle de l'économie des nations; il repose sur de multiples facteurs socio-économiques tels que :

..... de la consommation, principalement dans les pays à économie de marché,

La restructuration de l'appareil industriel des pays industrialisés (cf. l'évolution de la sidérurgie) concrétisée par l'augmentation de leur,

La satisfaction de nouveaux génératrice d'une diversification des produits. De plus, les consommateurs préfèrent parfois importer certains biens étrangers que d'acquérir exclusivement des produits nationaux.(Exemple : l'Italie importe du vin français)

L'apparition de nouveaux pays industriels particulièrement concurrentiels au niveau de leurs coûts de production (ex. :,),

L'insuffisance quantitative ou qualitative de la production nationale,

L'..... accrue des économies nationales tant entre les pays industrialisés qu'entre nations pauvres et riches (ex : énergie),

L'élaboration de stratégies à l'exportation efficaces basées sur la recherche de nouveaux débouchés, de devises, d'une image de marque favorable, etc.

2.1.4 L'impératif de spécialisation.

La division du travail existe non seulement à l'intérieur d'une nation mais aussi entre les différents pays qui se spécialisent dans des productions déterminées (en fonction des ressources dont ils disposent).

Chacun d'entre eux tente d'orienter sa production vers des activités pour lesquelles son rendement est le plus élevé c'est-à-dire vers des biens et services qui lui confèrent un *avantage absolu* (dû, notamment à des coûts moindres).

ex: La Belgique se spécialise dans l'industrie chimique et le Japon se spécialise dans les biens électroniques de haute technologie

Quels atouts peuvent conférer à une nation un avantage absolu dans la production de nombreux biens ?

La nation oriente, alors, son activité vers la production des biens qui lui procurent *l'avantage comparatif* le plus grand. (Thèse de Ricardo)

ex: Même si la Belgique fabrique aussi des produits électroniques de haute technologie et que le Japon peut aussi exceller dans l'industrie chimique, chacun aura intérêt à se spécialiser dans la domaine où il est le plus performant quitte à importer de chez l'autre le produit manquant.

De plus, la possibilité de réaliser des permet d'expliquer certaines relations internationales: grâce à ses exportations, un pays peut baisser le coût moyen de biens pour lesquels le marché national est insuffisant.

 Souligne dans le texte suivant les efforts et les moyens à mettre en œuvre pour que la Belgique reste compétitive sur le plan international

« Aucune nation ne peut être présente au même degré dans toutes les activités. Si l'industrie en France ou en Belgique a perdu continuellement des parts du marché depuis quinze ans, c'est parce qu'elle a volontairement dispersé ses forces. Seule une concentration des moyens - financiers et humains - peut permettre de percer sur certains créneaux, puis de renforcer ceux-ci en les transformant en de puissants pôles, susceptibles de structurer les filières de production et, par conséquent, d'entraîner l'ensemble du tissu industriel. Contrairement à une idée reçue, une spécialisation cohérente ne signifie pas une dislocation de ce tissu; elle est en fait le meilleur moyen d'opérer sa restructuration autour des pôles.

Mais il ne faut pas se tromper : la spécialisation d'une nation n'est pas le fruit d'une adaptation passive à des tendances spontanées, elle doit découler d'un effort permanent pour utiliser au mieux ses atouts dans un environnement en perpétuel mouvement.

Dans un pays comme la Belgique, les ressources naturelles sont à l'origine de certains avantages comparatifs (agriculture) ou de certains désavantages (énergie). Au sein de l'industrie, il est nécessaire de trouver d'autres sources pour créer des pôles, car on ne peut pas se reposer sur le choix

de certains segments particulièrement adaptés aux facteurs macroéconomiques de production, comme ce peut être le cas dans un pays bénéficiant du faible niveau relatif de ses salaires.

Seule l'innovation peut permettre à l'industrie belge de créer des avantages comparatifs et de les renouveler continuellement, soit par le lancement de nouveaux produits, soit par l'adoption de processus de production plus efficaces (économies d'échelle ou de champ, applicables aux mêmes types de commerce, et indispensables pour faire la différence sur les deux types de commerce de produits similaires). » (source Le commerce international, Cahiers français, n°253)

 Synthèse schématique de ce texte (page de gauche)

L'intensification des relations entre les Etats a été principalement observée dans les pays industrialisés justifiant, ainsi, le degré de développement économique et social de ces nations. Son inégale répartition entre les différents pays du monde n'a pas permis de résorber l'immense retard de certains d'entre eux (ex. : les PVD) et se traduit, bien souvent, par un accroissement de l'écart entre le niveau de l'économie des uns et des autres.

2.2. La balance des paiements

 MANUEL PAGES 56-57

 exploitation orale des questions 12 à 21 + notes!

Toute nation dresse régulièrement (en général, par année) un tableau statistique de ses transactions, afin d'établir la balance de ses dettes et de ses créances à l'égard de l'étranger.

2.2.1. Les transactions internationales

Les échanges économiques d'une nation avec le reste du monde peuvent être regroupés en 4 grandes rubriques :

a) Les transactions visibles

Elles se composent des et des de **marchandises** c'est-à-dire des dépenses et recettes issues du commerce extérieur de la nation.

Le solde de la balance commerciale témoigne du niveau d'ouverture du pays sur le reste du monde et de la compétitivité de l'économie nationale.

Un **solde déficitaire** traduit un déséquilibre ($I > E$) de la balance commerciale et est révélateur d'une certaine vulnérabilité du pays en matière d'échanges extérieurs :

- dépendance envers l'étranger (notamment pour les matières premières et l'énergie);
- différence marquée de productivité et de niveau de prix;
- manque de diversification de la production et/ou des approvisionnements; - etc.

b) Les transactions invisibles

Elles comprennent les opérations de qui donnent lieu à recettes ou dépenses en provenance ou à destination de l'étranger. Ex : tourisme, frais de transport, assurances, etc.

c) Les transactions de transfert

Il s'agit de transferts unilatéraux comme des paiements d'intérêts, l'aide alimentaire aux pays en voie de développement, par exemple. Ces transferts peuvent être d'ordre public ou privé.

d) Les transactions de capitaux

Elles portent sur des mouvements de capitaux c'est-à-dire des opérations financières dont l'exécution donne lieu à une contrepartie. Exemples : emprunt à l'étranger par l'Etat, octroi de crédit à l'étranger, investissements et placements à l'étranger.

Le solde de la balance des capitaux est un indice sur certaines spécificités économiques nationales telles que la tendance à la fuite des capitaux (spéculation), le degré de confiance des investisseurs, etc.

Ce solde établit le bilan global des opérations réalisées avec le reste du monde, et donne donc une idée de la performance de l'activité économique nationale.

 Synthèse de la nature des transactions et des balances :

2.2.2 La balance des paiements

La balance des paiements regroupe la balance des opérations courantes et la balance des capitaux.

Elle se présente sous forme d'un compte statistique (document comptable) et regroupe l'ensemble des opérations économiques (flux réels et monétaires) effectuées par un pays avec le reste du monde, pendant une période donnée. Cette balance est construite sur le principe de l'écriture en partie double. Chaque opération donne lieu à une double écriture : + au crédit, - au débit. C'est un instrument d'analyse économique et d'aide en matière de politique économique.

Dans la nouvelle présentation conforme aux directives du FMI (mis en place en 1995-1996), la balance des paiements se présente en une série de quatre comptes :

I. Comptes des transactions courantes
I.1 Marchandises
I.2 Services
I.3 Revenus des facteurs
I.4 Transferts courants
II. Comptes de capital
II.1 Transferts en capital
II.2 Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits
III. Compte financier
III.1 Investissements directs
III.2 Investissements de portefeuille
III.3 Autres investissements
III.4 Avoirs de réserve
IV. Erreurs ou omissions nettes

Par abus de langage, on parle **de balance des paiements déficitaire ou excédentaire**. On regroupe en fait la balance des opérations courante avec celle des capitaux. C'est cet ensemble qui est soit déficitaire, soit excédentaire. La variation des avoirs de réserve regroupe en fait les moyens de financement destinés à « solder » la balance des paiements toujours équilibrée.

Par exemple, l'exportation d'une automobile est un crédit du compte de transactions courantes et un débit du compte financier puisqu'il y a une entrée de devises. Ce principe de construction signifie qu'une balance des paiements est toujours équilibrée.

La balance des paiements guide l'intervention des autorités monétaires pour équilibrer les entrées ou les sorties nettes de devises et a donc une incidence directe sur la création de monnaie nationale et sur le cours de la monnaie nationale sur le marché des devises.

 Qu'est-ce qui peut provoquer un déséquilibre de la balance des paiements ?

Chapitre 3 : La comptabilité nationale

3.1. Objet et finalité

- Qu'est-ce que c'est ?

Rappelons nous que l'activité économique est constituée de l'ensemble des opérations qui, au départ de la production de et de, aboutissent à lades besoins individuels.

Pour atteindre cet objectif, divers facteurs de (nature, travail, capital) sont mis en œuvre par l'entreprise et fournissent, de la sorte, des aux détenteurs de ces facteurs sous forme de salaire, intérêts, profits...

Cette activité économique est mesurée par la comptabilité nationale, qui est une technique d'évaluation quantitative -exprimée en €- des flux d'activité économique exercés dans un pays pendant une certaine période (en général un an).

La comptabilité nationale est une technique d'enregistrement comptable qui vise à fournir une estimation quantitative de l'activité économique d'un pays au cours d'une période déterminée, en général 1 an.

Le principe est donc de comptabiliser les flux monétaires du circuit économique. Pour ce faire, on ouvre des comptes pour chaque agent économique (NB : ici, les institutions financières sont confondues avec l'agent entreprises). Chaque compte comporte un volet droit pour comptabiliser les ressources et un volet gauche pour les emplois. Le système européen actuel de présentation des comptes nationaux prévoit non seulement les regroupements des opérations par agent économique mais il regroupe également les opérations par fonctions. Pour chaque agent, on ouvre 6 comptes : comptes de production, d'exploitation, de revenu, d'utilisation du revenu et de capital. Le sixième est un compte financier qui enregistre les variations du patrimoine financier (créances et dettes).

- A quoi ça sert ?

Identifier et analyser les relations entre les agents économiques

Evaluer et analyser la structure et l'évolution des principales grandeurs macroéconomiques nationales ou « » (revenus, consommation, épargne, investissement...)

Situer par comparaison dans le temps et dans l'espace l'état de l'économie nationale.

Elaborer, de manière prévisionnelle, des stratégies d'organisation et de gestion de l'économie nationale (politiques économiques).

3.2. Les indicateurs de mesure de l'économie

Pour mesurer l'activité économique d'une nation, il faut prendre en compte les différents mouvements issus des prestations des différents agents économiques. Pour cela, on se sert de 3 principaux types d'agrégats : les agrégats relatifs à la **production**, ceux relatifs aux **revenus** et ceux relatifs à la **dépense**.

A. L'optique de la production

la notion de valeur ajoutée

Pour connaître, à un moment donné, la valeur de la production d'une nation, on ne peut pas simplement additionner la production des entreprises. D'une part parce que les entreprises ne sont pas les seules à intervenir dans la production et d'autre part, parce qu'on comptabiliserait plusieurs fois les mêmes données puisque plusieurs entreprises participent indirectement parfois à la production d'un même produit.

Clarifions cela par un exemple: Un boulanger vend du pain pour 50 euro. Il a préalablement acheté de la farine au meunier pour une valeur de 35 euro. Ce dernier avait acheté du blé au fermier pour 10 euros. (tableau sur la page de gauche)

On ne peut pas affirmer que la production globale vaut 95 euro, pourquoi ?

En réalité, la valeur de la production est de€, soit la valeur du blé, augmentée de la valeur ajoutée par le meunier, augmentée à son tour de la valeur ajoutée par le boulanger.

$$\text{VA d'une entreprise} = \text{valeur des B\&S produits} - \text{valeur des consommations intermédiaires}$$

Les biens de consommations intermédiaires n'ont pas été produits par l'entreprise mais sont nécessaires à sa production. Il s'agit des matières premières, des outils et fournitures diverses.

Production des entreprises:

La **valeur ajoutée** représente le supplément de valeur apporté par une entreprise dans le cadre de sa production et correspond aux différents revenus alloués aux détenteurs des facteurs mis à sa disposition.

On distingue :

- La valeur ajoutée brute **au prix du marché** : elle est calculée à partir des prix de ventes toutes taxes indirectes comprises (TVA,...)
- La valeur ajoutée brute **au coût des facteurs** : les taxes indirectes ont été enlevées et les subventions ont été prises en compte.

L'Etat aussi produit des services : l'administration, l'éducation, la justice, etc. qui sont estimés à leur coût. Ces dépenses de fonctionnement ont nécessité des achats courants préalables.

Production de l'État

= dépenses de fonctionnement – achats courants => Production de l'État = **rémunérations publiques**

Le Reste du Monde contribue à la production nationale par les paiements nets de revenus aux facteurs de production qui sont dus par le Reste du monde (ex. : le paiement des salaires aux frontaliers).

Le produit intérieur brut et le produit national brut

Le regroupement des différentes productions énoncées ci-dessus permet d'évaluer le **PRODUIT NATIONAL (PN)**.

Celui-ci peut être estimé **aux prix du marché** c'est-à-dire en tenant compte des prix effectivement pratiqués sur les marchés. Le Produit National **au coût des facteurs** fait apparaître la valeur intrinsèque de la production. Il ne tient pas compte des taxes indirectes (ex. : la TVA) mais incorpore les subventions octroyées par l'État aux entreprises (elles entraînent une baisse des prix de vente).

Le produit national correspond à la valeur monétaire de l'ensemble des biens et services produits par un pays pendant une période déterminée (1 an) et est indicateur de la structure et de l'évolution du niveau d'activité, de l'emploi et de la croissance de l'économie nationale.

On distingue :

- Produit National **Brut** (PNB) : Il évalue la production nationale en comptabilisant les amortissements
- Produit National **Net** (PNN) : Il évalue la production nationale après déduction des amortissements qui n'ont pour but que de financer le maintien du capital productif existant.

$$\text{PNN} = \text{PNB} - \text{Amortissements}$$

Le PRODUIT INTERIEUR ne tient compte que de la production réalisée par les entreprises établies sur le territoire national (le critère géographique y est prépondérant).

$\text{PNB (pdm)} = \text{PIB (pdm)} + \text{revenus des facteurs perçus de l'étranger par les Agents Economiques nationaux} - \text{revenus des facteurs perçus en Belgique par les AE étrangers}$

L'influence de la variation des prix

Le mouvement des prix se répercute sur l'estimation du produit national. Une augmentation du PN ne résulte pas, nécessairement, d'un accroissement réel la production nationale. Pour pouvoir comparer, il faut donc prendre en compte le taux d'inflation.

L'évaluation du PN s'effectue

- **en valeur nominale** : elle est faite "*à prix courants*" c'est-à-dire à partir des prix du jour.
- **en termes réels** : elle est faite "*à prix constants*" c'est-à-dire en se basant sur les prix pratiqués lors d'une époque de base et elle ne tient pas compte de "l'effet prix".

$\text{PNB à prix constants} = \text{PNB à prix courants} \times 100 / \text{Indice des prix (ou déflateur)}$

☺☹ Débat: Le PIB est-il un bon indicateur de richesse pour une nation?

B. L'optique des revenus

Ils sont perçus par trois agents économiques en contrepartie de la prestation d'un facteur de production.

Les ménages

Les revenus se présentent sous 2 formes : la rémunération du travail (ex.: les salaires) et la rémunération du capital, provenant de la propriété. (ex. : les loyers, les intérêts)

Revenu "disponible" des ménages

Il représente le montant des revenus effectivement perçus par les individus en tenant compte également des transferts dont ils bénéficient (ex. : indemnités sociales) et des impôts directs qui les frappent

Revenu disponible = \sum Ressources - Cotisations sociales - Impôts directs

Les entreprises

Les revenus reprennent les bénéfices, réserves, épargne.

L'Etat

Les revenus sont constitués de dividendes issus de participations dans les entreprises et les revenus imputés des biens d'équipement.

Les impôts ne sont pas comptabilisés car ils le sont dans les revenus des ménages

Les intérêts de la dette publique ne sont pas pris en compte (leur comptabilisation signifierait que plus l'État s'endette, plus le PN serait élevé!) mais figurent dans les revenus des ménages.

Le revenu national correspond à la valeur monétaire de l'ensemble des revenus perçus par les détenteurs de facteurs de production du pays pendant une période déterminée (1 an) et est indicatif de la répartition du produit national.

C. L'optique des dépenses

Que nous n'étudierons pas ici.

Chapitre 4 : Les variations de l'activité économique

L'analyse de l'évolution historique de l'économie montre de nombreuses variations de l'activité économique. Certains de ces mouvements ont été modélisés et des cycles ont ainsi été mis en valeur.

4.1. Les mouvements économiques à court et à long terme

Il existe des mouvements :

- Acycliques : ils résultent d'événements non économiques tels que des cataclysmes naturels ou des guerres par exemple. Ils affectent surtout la production, la consommation et les prix.
- Cycliques ou conjoncturels : ils ont des causes économiques et se caractérisent par une succession de phases de hausse et de baisse de la production, selon des intervalles plus ou moins réguliers, et ce durant une période plus ou moins longue.

Parmi les mouvements cycliques ou conjoncturels nous pouvons distinguer :

a) Les mouvements saisonniers

Au cours d'une année, la succession d'activités saisonnières influence l'économie. Elle peut affecter l'offre (ex : production agricole, congé du bâtiment), la demande (tourisme, énergie), la balance des paiements (importation de produits pétroliers) ou encore l'emploi (arrivée de jeunes diplômés sur le marché de l'emploi au mois de juillet)

 Dessine le cycle

b) Le cycle mineur de Kitchin

De courte durée, environ de 3 à 5 ans, ce cycle s'inscrit dans un mouvement plus long et comporte une alternance de croissance et de régression perceptible dans la production et les prix, en fonction de la variation des stocks

 Dessine le cycle

c) Le cycle majeur de Juglar ou cycle des affaires

D'une durée moyenne de 5 à 10 ans, ce cycle comprend une phase de haute conjoncture (période de prospérité et d'expansion qui se termine par une crise) et une phase de basse conjoncture (période de dépression et de récession qui se termine par la reprise). Ces phases sont indissociables et sont conséquences l'une de l'autre.

 Dessine le cycle

Réflexion : comment vont évoluer les variables suivantes lors des différentes phases ?

reprise haute conjoncture crise basse conjoncture

les prix

les salaires

les profits

le cours des actions

le revenu disponible

la masse monétaire

l'emploi

d) Le cycle de Kondratieff

D'une durée de 30 à 50 ans, ce cycle provient essentiellement du progrès technique. Kondratieff avait mis en évidence l'alternance de phases de forte croissance de la production et de diminution selon le rythme des innovations technologiques depuis la révolution industrielle.

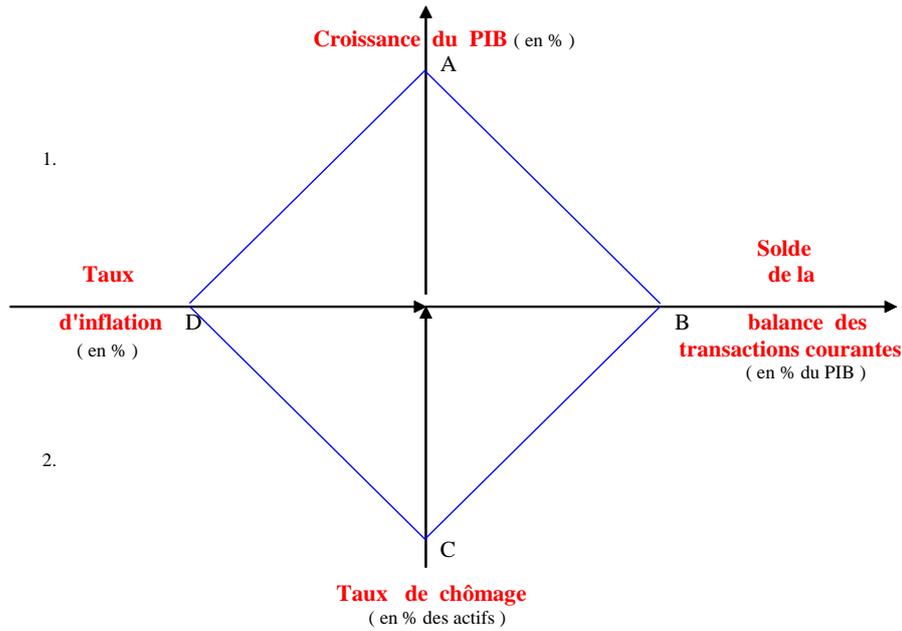
e) Le Trend (tendance, en Anglais)

Tendance de longue durée que l'on peut observer dans l'évolution d'un phénomène économique, indépendamment des fluctuations à court terme.

Ex : une augmentation du PNB sur un siècle montre une situation d'expansion (accroissement quantitatif) économique.

 Dessine le Trend

 Synthèse



Exercices

Ci-dessous, les données relatives aux indicateurs économiques de 3 pays industrialisés. Elles sont exprimées en %. Sur la base du carré magique de KALDOR, représente l'économie de chacun des 3 pays proposés.

Indicateurs	Pays A	Pays B	Pays C
Croissance	2	1	4
Inflation	6	1	2
Chômage	12	1	9
Balance des transactions courantes	-4	1	0

« Rencontrer simultanément les 4 objectifs du carré magique relève de l'utopie ».
 Que penses-tu de cette affirmation ? Argumente ta réponse.

MANUEL P130:

q20 compare les situations de la France + quelles mesures semblent avoir été prises en France en 2000?

.....

.....

.....

.....

La politique des prix

La politique des revenus

La politique industrielle

La politique de déréglementation

La politique de l'emploi

Les agents de la politique économique nationale doivent choisir les instruments les plus performants et adéquats et les combiner de la manière la plus cohérente possible pour atteindre leurs objectifs.

La politique économique belge

Deux courants de pensée s'affrontent pour trouver les remèdes à ces crises : le courant interventionniste, d'inspiration keynésienne et le courant libéral

A. Les politiques interventionnistes (keynésianisme)

De 1945 à 1982, le rôle des pouvoirs publics s'est accru dans l'économie : politique industrielle (nationalisation des charbonnages, de la sidérurgie), investissements massifs dans les infrastructures autoroutières et portuaires, nombreuses réglementations touchant le marché du travail, extension de la sécurité sociale (assurer une meilleure justice sociale), etc. Pour mener à bien ces politiques, l'État belge a dû augmenter mais également, surtout dans les années 70. C'était l'époque de « l'État-providence ».

Cette politique, d'inspiration keynésienne, attribue les crises économiques au dysfonctionnement du L'État doit donc intervenir dans l'économie pour rétablir la, maintenir le pleini et assurer une justice sociale.

Pour résoudre une crise économique, l'Etat doit augmenter ses pour favoriser l'activité économique. Cette politique donna d'excellents résultats dans les années 50 et 60. Mais, dans le courant des années 70, cette politique entraîna des déséquilibres profonds: déficit budgétaire élevé, déficit de la balance des paiements, inflation importante, dévaluation.

Il en reste une administration publique très lourde dont le coût de gestion représente un élément sensible du budget.

B. Les politiques néolibérales

À partir de 1982, la Belgique va modifier sa politique économique. Les néolibéraux attribuent à la responsabilité des crises (des déséquilibres). La solution doit donc passer par moins d'intervention de la part de l'État et laisser le réguler l'activité économique. Nous entrons dans l'ère des privatisations, de la flexibilité, de la lutte contre l'inflation, de la diminution des impôts, de la limitation des dépenses de l'État.

Etant membre de l'Union européenne, la Belgique a adhéré à l'union monétaire (EURO) et a respecté les critères de convergence du Traité de Maastricht (1992), à savoir : une inflation inférieure à 2 %, un déficit budgétaire inférieur à 3% du PIB, une dette publique inférieure à 60% du PIB.

Pour atteindre ces critères, la Belgique a dû mettre en place des politiques monétaristes et de limitation des dépenses publiques. Le respect de ces critères comme objectif de disposer d'une monnaie stable et forte, gage d'une « économie saine ».

Effets de la stratégie de politique économique

Les effets positifs de la politique économique peuvent s'observer sur des délais assez longs et le citoyen ne perçoit pas toujours le bien fondé de certaines politiques ressenties alors comme inefficaces voire nuisibles.

De plus, malheureusement, il arrive parfois que les conséquences des mesures mises en œuvre pour améliorer la situation soient incompatibles. Certains agents économiques voient alors leur situation se dégrader alors que le contraire était prévu.

Certains objectifs sont difficilement conciliables, il faut alors choisir un ordre de priorité.

Prenons quelques exemples.

Quelles conséquences positives et négatives (et sur qui ?) auront les mesures suivantes :

a) La non-indexation (= saut d'index) des rémunérations ?

b) augmentation de la masse monétaire ?

c) diminution de la pression fiscale

 Petit test : vrai ou faux – justifier si faux

1. Une politique budgétaire implique que l'Etat doit toujours décider d'augmenter ses dépenses.
2. Lorsque l'Etat diminue ses dépenses publiques, le revenu national en est affecté.
3. Baisser les impôts permet d'augmenter le revenu national.
4. La politique monétaire peut agir sur l'inflation via la variation des taux d'intérêt imposés par la banque centrale aux autres banques.
5. L'instabilité des cours du change est indispensable (mais insuffisante) à la croissance harmonieuse de l'économie d'un pays.
6. L'Etat, dans un système d'économie de marché, ne peut jamais fixer de prix car les marchés s'autorégulent.
7. L'indexation des salaires est un outil de politique économique (de revenus) permettant l'Etat de maintenir un certain équilibre entre les différentes catégories des revenus.
8. La politique des revenus ne s'applique qu'aux seuls revenus du travail salarié.
9. L'Etat n'a aucun moyen d'agir sur la production industrielle qui est aux mains du secteur privé.
10. L'aménagement du temps de travail est l'un des outils utilisés par la politique de l'emploi.

Bibliographie

Manuel utilisé

Economie Term STG, dir par Jacques SARAF, Ed Nathan technique, Coll. Equilibre, 2010 (2013)

Références faites dans ce syllabus

BEKAERT & al., manuel scolaire Géographie - Des savoirs pour comprendre les territoires-sociétés 3^è/6^è, De Boeck, Bruxelles, 2004

CAPUL & GARNIER Dictionnaire d'économie et de sciences sociales, Hatier, Paris, 2005.

GENARD A., Economie générale : approche macroéconomique, De Boeck, Bruxelles, 2005.

GENARD A., Economie générale : approche microéconomique, De Boeck, Bruxelles, 1995.

IVERNEL, Manuel scolaire Histoire – géographie 3^è, Editions Hatier, France, 2005

COTTA A., Manuel scolaire Sciences économiques et sociales, Lycée, Editions de la Cité, Paris, 2000

Atlas du monde diplomatique 2006

Sites Internet utiles

<http://fr.wikipedia.org> (encyclopédie interactive)

<http://www.abb-bvb.be> (association belge des banques)

<https://www.ecb.europa.eu> (banque centrale européenne)

<http://www.lemonde.fr> (presse française journal Le Monde)

<http://www.mineco.fgov.be> (SPF affaires économiques)

<http://www.nbb.be> (banque nationale)

<http://statbel.fgov.be> (statistiques belges)

<http://www.oecd.org> (ocde)

<http://www.oivo-crioc.org> (crioc)

<http://www.fgtb.be> (syndicat fgtb)

Autres :